



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 313 - 6 juin 2016

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialesdesfemmesfrance.org/>

Facebook ; www.facebook.com/marchemondialesdesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Hommage à Maya Surdutz, féministe lutte de classe et antiraciste - La Cadac et le Collectif - 25 juin
- 2 - Rencontre Européenne de la Marche Mondiale des Femmes - Déclaration finale
- 3 - La Fondation des Femmes lance une campagne de collecte #Santépour toutes
- 4 - Le Brésil a la nausée après le viol collectif d'une adolescente - Libération
- 5 - Brésil: Les féministes dénoncent la culture du viol - Clara Domingues 50-50 magazine
- 6 - RdC : Le procès d'un viol de masse sous l'oeil de Diana Zeyneb Alhindawi - Benoît Hervieu-Léger - Dans « Maux d'Exil » - La lettre du Comede
- 7 - Cette iranienne a une manière radicale de lutter contre le port du voile - Le HuffPost - Annabel Benhaïem
- 8 - Sakine, Rojbîn et Leyla, militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 - Le Conseil Démocratique Kurde en France
- 9 - Non à une simplification de la justice qui pénalise femmes et enfants - Texte collectif
- 10 - Contre l'impunité des agresseurs, ECVF revendique l'inéligibilité des élus condamnés pour violences
- 11 - "Elle" fait bander les critiques ; il est à gerber - Delphine Aslan - Co-porte-parole de FièrEs
- 12 - Remettre en cause les droits de l'homme » pour faire de l'égalité des sexes une réalité - Eiane Viennot
- 13 - Fêtes des mères Pour l'égalité femmes-hommes, on repassera - Zéromacho
- 14 - Loi Travail : toutes concernées, toutes mobilisées ! - Solidaires et Égales - Journal de la commission Femmes de Solidaires
- 15 - Colloque "Traite des êtres humains : De la sortie à l'insertion, barrières et leviers » - Amicale du Nid et Gender Alternatives - 3 juin
- 16 - Film : « Rien n'oblige à répéter l'histoire » - réalisateur Stéphane Gérard - 9 juin - Avec Well Well Well
- 17 - L'Euro pas sur notre dos !
- 18 - Foot For Freedom, l'EURO solidaire - Une semaine d'actions pour se mobiliser autour des réfugiés LGBT - Les Dégommeuses
- 19 - À Toulouse, les femmes sont dans la place ! - 4 juin - Femmes du quartier Arnaud-Bernard et Bagdad
- 20 - Débat « Au nom de l'austérité en Europe » - Le Mage - Paris - 10 juin
- 21 - Conférence/Débat : « Emploi : le défi du handicap » - Paris - 11 juin - FDFA
- 22 - Conférence « Reconstruire le changement climatique à partir de la mémoire de la glace » - Paris - 18 juin
- 23 - Participer à la course des héro-s-ines - AVFT - 19 juin
- 24 - Conférence débat - « Vieilles et alors ! » - Assemblée des Femmes - Paris - 15 juin
- 25 - Colloque « Place des femmes » - Comité Laïcité République, Libres MarianneS et Ligue du Droit International des Femmes - En partenariat avec l'hebdomadaire "Marianne" - Paris - 18 juin
- 26 - Cineffable fait un Tea Dance - Paris - 19 juin
- 27 - Conférence non-mixte de Jinéologie « La science de la femme » - Mouvement International Femmes Kurdes - Paris - 25 et 26 juin
- 28 - Le LesboTruck revient ! - Paris - 2 juillet
- 29 - Livre : Pluralisme dans les mouvements féministes contemporains - Ioana Cîrstoccea et Isabelle Giraud
- 30 - Cinéma : « Autour de Maïr -Hejer Charf
- 31 - A la librairie Violette and Co
- 32 - Radio : Programme de l'émission Femmes Libres

1 - Hommage à Maya Surdutz, féministe lutte de classe et antiraciste - La Cadac et le Collectif - Paris - 25 juin

Maya Surdutz nous a quitté-es le 13 avril dernier. Nous lui rendrons hommage le 25 juin à la Mairie Annexe du 14^{ème} arrondissement de Paris de 14h30 à 22h30.

Mais la meilleure façon de faire vivre cet hommage est de poursuivre le combat qu'elle a mené toute sa vie, celui pour un féminisme lutte de classe et anti raciste. Et pour ce, nous avons besoin d'argent. Pour nous soutenir financièrement : <https://www.lepotcommun.fr/pot/lytvmodh>.

L'hommage à Maya se tiendra le 25 juin de 14h30 à 22h30 à la Mairie Annexe du 14^{ème} arrondissement de Paris, 12 rue Pierre Castagnou.

MMF

2 - Rencontre Européenne de la Marche Mondiale des Femmes - Déclaration finale

Nous, femmes militantes de la Marche Mondiale des Femmes réunies en Galice, après plusieurs journées de réflexion, de débats et d'échanges sur la situation internationale alarmante - guerres, attaques de la droite avec les coups d'Etat, répression des Mouvements Sociaux, criminalisation des luttes, assassinats de femmes activistes, banalisation des violences envers les femmes, restrictions des libertés, militarisation de l'espace public, stratégies de la peur, précarité du travail, marchandisation des biens communs et des corps - nous voulons exprimer :

- Notre solidarité avec les femmes kurdes et leur peuple qui résistent aux attaques criminelles de Daesch et de l'Etat turc. Nous pensons plus particulièrement à Seve Demir et à ses compagnes. Nous pensons aussi à Berta Caceres, à toutes celles qui sont mortes pour avoir lutté pour leur idéal ainsi qu'à toutes les prisonnières politiques assassinées ;

- Notre dénonciation de la complicité de l'UE qui vend des armes, à travers ses Etats membres, finançant la déstabilisation de la zone et exploitant les ressources naturelles ;

- Notre refus de la politique européenne concernant les réfugié-es. Nous exigeons : la fin de la guerre, l'ouverture des frontières, la garantie de la circulation sécurisée des réfugié-es, l'élimination des quota, l'accueil de toutes les réfugié-es, tant politiques qu'économiques ;

- Notre préoccupation et notre refus de la crise environnementale provoquée par le système capitaliste déprédateur. Nous refusons aussi la spoliation des ressources naturelles organisée par les entreprises multinationales dans toute la planète ;

- Notre dénonciation de l'avancée de l'extrême-droite qui met en danger la démocratie dans le monde. Récemment, nous avons pu en avoir un exemple au Brésil avec le coup d'Etat capitaliste, machiste et raciste ;

- Notre colère face aux violences, la persécution, la déportation, la criminalisation et les assassinats dont sont victimes les femmes activistes qui défendent nos droits et veulent développer une vie soutenable.

- Notre dénonciation du chantage que la Banque Centrale Européenne et le FMI exercent sur les différents pays, particulièrement La Grèce, le Portugal, l'Etat Espagnol, au nom de l'austérité, en promouvant des politiques que dégradent la vie des femmes et des nos populations.

Nous remercions les femmes de la Coordination Nationale Galicienne de MMF qui nous ont accueilli et ont travaillé pour rendre possible notre rencontre. Nous exprimons notre solidarité avec les femmes de Galice, particulièrement Laura Bulgaho qui est accusée pour sa lutte en défense des migrant-es, mais aussi victime des attaques récentes contre les activistes pour les droits des lesbiennes.

Ce monde n'est pas celui que nous voulons construire. Nous voulons un monde de Paix, démilitarisé, un monde sans murs qui séparent, un monde où la vie humaine a plus de valeur que l'argent. Nous voulons construire un monde où les petites filles puissent jouer sans craindre d'être violées,

assassinées ou capturées ; un monde où les femmes ne seront plus victimes de violences sexistes, de comportements machistes.

Notre futur, c'est la solidarité internationale. Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche.

SOLIDARITÉ

3 - La Fondation des Femmes lance une campagne de collecte #Santépour toutes

Le saviez vous ? L'accès à la santé des femmes les plus précaires est 9 fois moindre que celui de la population moyenne ; alors qu'elles ont des besoins spécifiques et sont plus exposées aux violences, en particulier sexuelles. Les associations qui œuvrent en faveur de la santé des femmes sans abris ou réfugiées sont peu nombreuses mais possèdent une expertise inestimable. Face à des situations sociales et sanitaires qui se détériorent, les violences faites aux femmes et la santé des femmes sont au cœur de leurs inquiétudes.

Le manque de moyens reste le principal frein à la mise en œuvre de leurs projets. Pour exemple, Gynécologie Sans Frontières, en difficultés depuis le démantèlement de la "Jungle" de Calais : *« Contrairement à nos prévisions, nous n'avons à ce jour reçu aucune subvention de la part des institutions territoriales, ce qui est une très mauvaise surprise. Pour la phase 2 qui s'annonce, nous comptons à nouveau sur les particuliers, comme vous, et les fondations privées »* Dr Richard Matis Vice Président Exécutif de GSF - Référent du Projet

Des fonds sont nécessaires maintenant pour développer ces actions qui ne se feront pas sans votre aide. Devant l'urgence, la Fondation des Femmes lance la campagne #Santépour toutes. Les fonds collectés seront redistribués à Gynécologie sans frontières et l'Association pour le développement de la santé des femmes.

Vos dons permettront de financer : Du matériel médical et gynécologique pour assurer des consultations et maraudes dans les 6 camps de réfugiés du Nord Pas de Calais ; L'achat d'un véhicule pour assurer une présence régulière aux côtés des femmes à Grande Synthe ; La réalisation de tests et examens de dépistage en Ile-de-France (ex: un dépistage de cancer du col de l'utérus = 25 euros) ; Le fonctionnement logistique d'un camion itinérant pour aller à la rencontre des femmes en situation de grande précarité en Ile-de-France.

Ce que vous garantit la Fondation des Femmes : des associations fiables, solides et dont le soutien privé est aujourd'hui vital pour qu'elles déploient leurs actions ; des fonds intégralement et équitablement répartis aux associations ; l'envoi de votre reçu fiscal automatiquement par email.

INTERNATIONAL

4 - Le Brésil a la nausée après le viol collectif d'une adolescente - Libération

L'extrême violence à laquelle nous avons affaire a choqué tout le monde. *Même la police*». En ces mots, Fernando Veloso, directeur de la police civile de Rio de Janeiro décrit l'état de choc que vit le Brésil, une semaine après le viol collectif d'une jeune adolescente. Alors qu'elle devait rejoindre son petit ami dans une favela à l'ouest de Rio, la jeune femme de 16 ans est finalement kidnappée, droguée, violentée et violée par plusieurs personnes. L'adolescente, hospitalisée jeudi pour recevoir des traitements préventifs contre les MST, a affirmé à la police qu'ils étaient au nombre de 33.

Partie intimes exposées et saignantes : À l'horreur du viol s'ajoute la violence verbale. Mercredi, quelques jours plus tard, une vidéo est apparue sur les réseaux sociaux, sur le compte d'un certain @michelbrazil7, fermé depuis. Elle est accompagnée du message : *«Ils ont ruiné la fille, vous voyez ce qu'on veut dire ou pas ? Ah ah ah !»* Dans ce petit film tourné avec un téléphone portable, on voit une femme allongée sur un lit, manifestement inconsciente, les parties intimes exposées et

saignantes. «Elle a été engrossée par plus de trente mecs !», dit une voix masculine. «T'as compris ou pas ? Plus de trente !», ajoute-t-il en riant. La vidéo, devenue virale, a été retweetée au moins 198 fois et reçu plus de 500 «likes» avant d'être retirée du réseau.

Selon sa famille, cette jeune fille de 16 ans, présentée par la presse brésilienne comme toxicomane et mère d'un enfant de trois ans, a été victime de l'acte de vengeance d'un ex-petit ami. Il l'aurait attirée dans un traquenard, drogué et violée, puis donnée en pâture à une trentaine d'autres hommes. Lorsqu'elle est réapparue au sein de sa famille, elle n'arrêtait pas de pleurer et disait ne se souvenir de rien, selon sa grand-mère citée par le quotidien O Globo. «Il existe de très forts indices montrant que la jeune fille a effectivement été violée», a déclaré vendredi le chef de la police civile de Rio, Fernando Veloso, qui attend les preuves pour confirmer le viol, et qui ne savait pas «si les agresseurs étaient 30, 33 ou 36».

«Je lutte pour la fin de la culture du viol» : Si la police dit avoir identifié quatre personnes âgées de 18 à 41 ans, soupçonnées d'avoir participé «directement ou indirectement» aux faits, l'un d'eux a été libéré après son audition ce samedi, faute de preuves. Selon la direction de la police militaire, le suspect - dont l'identité n'a pas été révélée - a été conduit au poste pour être interrogé tandis que 70 policiers menaient une opération dans la favela Sao José Operario (zone ouest) pour tenter d'identifier les auteurs du crime. Vendredi, la police civile avait déjà entendu puis relâché trois suspects présumés. Il n'y a pas d'autre suspect arrêté pour l'heure. Au début de l'opération à Sao José Operario, une fusillade s'est produite, sans faire de blessés. La police a saisi trois voitures volées et des drogues.

Dès la mise en ligne de la vidéo de nombreux internautes se sont élevés, popularisant notamment le slogan «Je lutte pour la fin de la culture du viol». «Je dénonce avec la véhémence la plus absolue le viol de l'adolescente à Rio de Janeiro. C'est une folie qu'en plein XXI^e siècle on soit confronté à des crimes barbares comme celui-là», a réagi vendredi le président du Brésil par intérim, Michel Temer, sur Twitter. Le viol collectif «n'est pas hors norme parce que la culture du viol est très forte au Brésil, elle fait partie de notre quotidien, même si on le nie», a réagi auprès de l'AFP Luise Bello, porte-parole de l'association féministe Think Olga. Selon l'ONG Forum de sécurité publique, la police brésilienne a enregistré une agression sexuelle toutes les 11 minutes en 2014. Sachant que seuls 10% des cas sont signalés aux autorités, selon la même association, le nombre des viols au Brésil pourrait dépasser les 500 000 par an, sur une population totale de 204 millions d'habitants. La jeune femme a tenu à remercier ces soutiens sur sa page Facebook. «Nous pouvons toutes passer par un jour comme celui-là, a-t-elle écrit. Ça me fait plus mal à l'âme qu'à l'utérus qu'il existe des personnes aussi cruelles qui soient impunies !!»

5 - Brésil: Les féministes dénoncent la culture du viol - Clara Domingues - 50-50 magazine

Le 21 mai, à Rio de Janeiro, une adolescente de 16 ans était violée par 33 jeunes hommes. Depuis, plusieurs manifestations ont eu lieu à travers le pays pour dénoncer la culture du viol qui opère une inversion de la responsabilité en faveur des violeurs. En effet, certain-es reprochent à la jeune victime sa tenue et sa présence dans l'espace public à une heure tardive. Les manifestant-es dénoncent aussi la «naturalisation» du viol et sa banalisation.

Les policiers ridiculisent publiquement la jeune victime de viol collectif - Ces derniers jours, des policiers ont illustré, avec brutalité, ce qu'est la culture du viol dénoncée par les femmes brésiliennes. Plusieurs ont posté sur facebook des commentaires portant atteinte aux droits et à la dignité de la victime. Mettant en doute la réalité du viol (pourtant filmé), ils prétendent que la jeune fille aurait consenti à une partie à 30. Ils dénoncent l'hypocrisie des médias et la dangerosité de cette gauche qui lui a manifesté son soutien. Ils considèrent que la victime est une salope et le font savoir. L'un d'eux a posté la photo d'une chienne en chaleur entourée de chiens avec le commentaire : « Image inédite de l'affaire la plus couverte par les médias en ce moment » Certains

ont aussi trouvé de bon goût d'exposer le visage de l'adolescente. Contactée par la presse, leur hiérarchie refuse de prendre position et se défait sur d'autres instances, qui en font de même. Sur la toile, les vidéos de femmes se multiplient (#PeloFimDaCulturaDoEsturpo - pour la fin de la culture du viol). Parmi leurs messages : « Les violeurs ne sont pas des malades, ce sont les enfants robustes du patriarcat » ; « Le style de vie ne viole pas. Les jupes courtes ne violent pas. Les fêtes ne violent pas. Les lieux ne violent pas. Les violeurs violent ».

L'une des vidéos souligne la réactivité du réseau féministe et son efficacité à mettre en plein jour ce viol collectif, en manifestant de la solidarité, en dénonçant les profils qui ont diffusé la vidéo du viol, en conseillant de ne pas la partager, en faisant pression sur les grands médias qui tardaient à se positionner.

Le mercredi 1^{er} juin, des mobilisations ont eu lieu dans plusieurs villes, au Brésil et dans d'autres pays, notamment au Portugal #PorTodasElas (pour elles toutes).

6 - RdC : Le procès d'un viol de masse sous l'oeil de Diana Zeyneb Alhindawi - Benoît Hervieu-Léger - Dans « Maux d'Exil » - La lettre du Comede

Photojournaliste, autrefois engagée dans l'humanitaire, Diana Zeyneb Alhindawi a couvert en 2014 le procès de viols commis durant la guerre civile au Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo. Si la justice locale fait lentement son chemin, les femmes victimes demeurent ostracisées.

Sur les rives du lac Kivu, à quelques kilomètres de la frontière séparant la République démocratique du Congo et le Rwanda, le viol a longtemps tenu lieu de méthode punitive contre des populations civiles exposées au conflit entre l'armée de Kinshasa et divers groupes rebelles de la région.

En novembre 2012, alors que les mutins ont pris le contrôle de la ville de Goma, la violence des militaires obligés au repli se déchaîne sur les habitantes de Minova. Un an plus tard, les premiers procès de ces viols de masse s'ouvrent à Goma, à nouveau sous contrôle du gouvernement de Kinshasa. À l'époque, Diana en est à son troisième voyage en RDC. New-yorkaise de père irakien et de mère roumaine, issue elle-même d'une famille de réfugiés, elle inaugure alors sa profession de photographe sur un terrain qu'elle connaît bien, pour avoir servi dans les rangs d'Oxfam Grande-Bretagne en tant que coordinatrice en sécurité alimentaire. Associée au projet ArtWorks Projects mené par la documentariste Leslie Thomas et le photographe Michaël Christopher Brown, Diana pose son trépied dans la salle d'audience du tribunal de Minova. « Les victimes ne pouvant se rendre à Goma, le procès a été délocalisé sur les lieux des crimes », précise-t-elle. C'est là qu'elle réalise la série qui lui a valu, en 2015, le Visa d'or humanitaire du Comité international de la Croix Rouge

« *Certains soldats dormaient* » : Très vite, Diana est saisie par le contraste d'attitudes opposant victimes et accusés. « Les audiences ont duré sept jours. J'ai beaucoup parlé avec les victimes, avec bien sûr l'accord des psychologues. Ces femmes étaient stressées, réellement effrayées, mais tenaient à parler de leur histoire et de leur souffrance. Certaines d'entre elles trouvaient une forme de détente en jouant avec leurs enfants. », raconte-t-elle.

Du côté des agresseurs, « aucune honte, aucune gêne ». « Les soldats avaient l'air de s'ennuyer. Certains dormaient voire ronflaient pendant les débats qui les concernaient directement. Ils se réveillaient parfois pour être pris en photo », poursuit Diana, toujours marquée par cet instant où l'un d'eux lui a même demandé de tirer son portrait. Au total, deux seulement auront fait l'objet d'une condamnation à l'issue des procès de Minova.

Entre des agresseurs dans le déni, attribuant à « la guerre » - abstraite - la responsabilité de leurs crimes, et les victimes s'interposant ce long voile noir portée par ces dernières. La honte devrait rester l'apanage de celle qui a subi ? Diana l'interprète autrement. « Oui, c'est choquant à première vue. Mais ce voile exprime à la fois la peur et la volonté de témoigner. Toutes les femmes qui ont déposé devant le tribunal de Minova ont souhaité le faire dans ces conditions pour se protéger et de là, se donner la possibilité d'exprimer vraiment ce qu'elles avaient vécu. Je pense que ces

femmes victimes n'auraient pas pu faire autrement dans un tel contexte. » Ce recours au voile a fait partie intégrante de tous les procès de ce type que Diana a suivis en RDC. « Lors d'un autre procès, je n'ai vu que deux demandes de témoignage à découvert. L'une, d'une femme brûlée qui voulait montrer à la Cour l'ampleur des sévices subis. L'autre, d'une femme venue avec son enfant dont elle entendait prouver la ressemblance avec l'agresseur. » Demande rejetée en l'occurrence. Malgré tout, la voix des femmes du Kivu a porté. « L'enjeu judiciaire est énorme en RDC, où la corruption sabote tous les efforts. Là, il y a eu procès et c'est relativement nouveau dans ce contexte. Et les femmes avec qui je me suis entretenue m'ont confié avoir le sentiment d'être entendues. » Tout au moins par la justice.

L'empire du tabou : À l'heure de nous parler, Diana revient d'un nouveau voyage en RDC. « J'ai voulu retrouver ces femmes, voir ce qu'elles étaient devenues. Leur vie n'a, hélas, pas tellement changé. » Si les procès de Goma et Minova ont représenté un pas vers la reconnaissance des victimes, la société rurale congolaise ne va pas au même rythme que ses autorités judiciaires. Dans de trop nombreux esprits, le viol reste la marque d'une infamie à taire et à oublier. « Beaucoup de femmes violées ont été abandonnées par leur mari ou rejetées par leur communauté. D'autres, au contraire, ont pu réintégrer leur famille mais ceci n'empêche pas le rejet », souligne la photographe.

« On commence seulement à s'exprimer publiquement sur le sujet. Le dialogue est plus ouvert dans des villes moyennes, comme Goma. » Dans les villages, le tabou persiste et avec lui les menaces dirigées non seulement contre les victimes, mais aussi contre leurs défenseuses.

Sous l'objectif de Diana se donne à voir la face invisible de l'une des plus redoutables armes de guerre. Une face qui se lève avec des mots qu'une société tout juste sortie de la guerre commence à peine à poser sur son Histoire.

7 - Cette iranienne a une manière radicale de lutter contre le port du voile - Le HuffPost - Annabel Benhaïem

En se rasant la tête, cette jeune Iranienne a accompli un acte politique qu'elle n'avait pas imaginé au départ. Elle souhaitait en premier lieu vendre ses cheveux au profit d'enfants atteints d'un cancer. Par simple solidarité. Mais son geste a rapidement pris une tournure militante.

Comme elle n'avait plus de cheveux, elle s'est demandée "à quoi bon mettre un voile?". Selon sa logique, elle a décidé de sortir tête nue. En affrontant sans voile la police dans la rue, son acte généreux s'est transformé en acte politique.

Elle a ensuite envoyé sa photo au groupe Facebook [My Stealthy Freedom](#), suivi par près d'un million de personnes, qui publie régulièrement des photos et des vidéos de femmes iraniennes qui luttent à leur manière contre l'obligation du port du voile. Elle y a ajouté ce texte:

"J'ai vendu mes cheveux pour aider ces adorables petits anges atteints de cancer. Quand je sors dans la rue, je me dis 'Pas de cheveux, pas de police des mœurs!' Ceux qui me disent toujours de me voiler les cheveux n'ont plus aucune bonne raison de m'arrêter à présent."

En Iran, porter le voile est obligatoire pour les femmes. La loi demande à ce qu'elles cachent leurs cheveux. Mais si les femmes n'ont plus de cheveux, que reste-t-il à cacher aux yeux de la loi? L'histoire de cette jeune femme ne dit pas encore si la tolérance policière acceptera ce subterfuge. D'ailleurs, huit personnes liées au milieu de la mode et accusées de propagation de "culture anti-islamique", notamment pour avoir publié des photos de femmes non voilées sur Instagram, ont été arrêtées lundi 16 mai, d'après les informations de l'AFP.

Toujours est-il qu'en Iran, et dans la capitale notamment, il y a toujours eu un seuil de tolérance envers les femmes qui ne mettent le foulard qu'au milieu de la tête, laissant apparaître le haut de leurs cheveux. Les administrateurs de cette page Facebook s'inscrivent dans un mouvement de lutte contre le port du voile qui n'a jamais cessé depuis l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en 1979. Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont le meilleur endroit pour voir ces idées prospérer. Ainsi, en

avril, est né le hastag #seeyouiniranwithouthijab qui demande aux touristes féminines de ne pas se couvrir la tête en visitant leur pays. Ce mouvement a pris racine lors de la demande des hôtesses d'Air France de ne pas se voiler à leur arrivée en Iran. La polémique faisait suite à la réouverture de la ligne Paris-Téhéran.

En mai dernier, sur la page Facebook de My Stealthy freedom, avait été publiée la vidéo d'une jeune femme qui avait réussi à rentrer dans un stade de football sans voile, habillée de drapeaux aux couleurs de son équipe. La projection et la distribution de cette vidéo visionnée plus de 54.000 fois sur Internet ont été interdites en Iran. Les femmes n'ont pas le droit de pénétrer les enceintes sportives, au prétexte qu'elles seraient "exposées à de grands risques d'agressions violentes ou verbales", explique la page Facebook.

TEXTES

8 - Sakine, Rojbîn et Leyla, militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 - Le Conseil Démocratique Kurde en France

Le mercredi 9 janvier 2013 est gravé à tout jamais comme un jour noir dans l'histoire kurde. Ce jour-là, les militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez étaient froidement assassinées d'une balle dans la tête dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, situés au 147 rue La Fayette, à Paris. Depuis, les représentants de la communauté kurde et les familles des victimes, soutenues par de nombreuses organisations et personnes attachées à la vérité et la justice, se mobilisent sans cesse pour demander aux autorités françaises toute la lumière sur ces crimes politiques odieux.

Le 3 Juin 2016 le meurtrier présumé de l'affaire, Ömer Güney, va présenter une demande de mise en liberté pour raison de santé qui sera examiné par la Chambre de l'instruction. Compte-tenu du fait qu'il paraîtra devant la Cour d'assise spéciale de Paris le 5 décembre 2016, la question est : cela est-il une coïncidence ?

De nombreux éléments de l'enquête, notamment un enregistrement sonore et un document écrit publiés sur internet un an après le crime, font apparaître que le meurtrier présumé, Ömer Güney, a agi pour le compte des services secrets turcs (MIT), comme le confirme le réquisitoire pris par le parquet dans cette affaire : « de nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication du MIT dans l'instigation et la préparation des assassinats. »

Depuis le début de l'enquête, on observe l'absence de volonté des autorités turques et françaises de faire la lumière sur ce triple assassinat. En Turquie, une enquête a été ouverte au lendemain du crime mais, malgré une commission rogatoire internationale, aucune information n'a été partagée avec la justice française. Côté français, le gouvernement a refusé de lever le secret défense sur les renseignements qui auraient pu permettre l'avancement dans l'enquête judiciaire. Les juges chargés de l'instruction ont finalement clos leur dossier sans avoir pu remonter jusqu'aux commanditaires qui sont pourtant connus.

Malgré l'identité politique des victimes et la gravité de ce crime qui a bouleversé tout un peuple, ni les familles des victimes, ni les représentants de la communauté kurde n'ont été reçus par les autorités françaises. Celles-ci n'ont par ailleurs adressé à la Turquie aucune demande de coopération avec la justice française, ni aucune question sur l'implication du MIT.

En tant qu'organisations kurdes, familles des victimes et peuple kurde nous sommes inquiets du déroulement de l'affaire suite à cette nouvelle situation. La France serait-elle encore une fois, «par raison d'Etat», conciliante aux politiques de l'Etat Turc qui cherche de nouveau à étouffer la vérité et la justice ! Depuis 4 ans, Ömer Güney était suivi par des experts de la santé qui, selon le dossier, décrivait son état de santé stable. Soudainement, à quelque mois de son jugement, celui-ci présente une demande de mise en liberté, le seul suspect et présumé meurtrier présent dans cette affaire

serait sur le point d'être éliminé ? Cette situation ne ferait que nuire à la demande de justice du peuple Kurde. Nous faisons appel encore une fois à l'opinion publique, au gouvernement Français de ne pas laisser disparaître la vérité et la justice.

9 - Non à une simplification de la justice qui pénalise femmes et enfants - Texte collectif

Dans le cadre du projet de loi Justice du XXIème siècle, les député.es ont voté, sous couvert de combattre la longueur des procédures, un amendement sur le divorce par consentement mutuel sans juge, une fausse bonne idée qui menace gravement les droits des femmes et des enfants. Selon les chiffres du Ministère de la Justice, la durée moyenne d'un divorce par consentement mutuel est de 2,5 mois.... La véritable raison est d'ordre financier.

Malgré l'intervention dans les débats publics des associations féministes et leur mise en garde concernant cette «déjudiciarisation», les quelques député.es présent.es ont reçu un avis défavorable pour leurs amendements, y compris ceux qui évoquaient le risque de déséquilibre pour les victimes de violences et proposés notamment dans ce sens par la Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Catherine Coutelle.

Cette «séparation notariale» avec deux avocat.es omet une donnée essentielle : l'inégalité entre les femmes et les hommes dans le couple et les systèmes de domination qui s'y exercent. Nous saluons l'amendement de la délégation permettant d'exclure le recours à la médiation familiale lorsque des violences ont été commises par l'un des parents sur la personne de l'autre ou sur la personne de l'enfant ainsi que son intervention pour inclure des amendements de coordination permettant d'engager des poursuites en cas de pensions alimentaires impayées. Les associations signataires rappellent leur opposition à toute forme de médiation dans les situations de violences, y compris la médiation préalable obligatoire à la saisine du juge aux affaires familiales.

La déjudiciarisation du droit civil permettra toutes les pressions et violences à l'encontre des femmes, notamment quand elles sont sous phénomène d'emprise car victimes de violences conjugales. Elle donnera lieu à une minimisation voire une négation des violences physiques, sexuelles, psychologiques et économiques faites aux femmes et aux enfants. Rappelons qu'aujourd'hui, les Juges aux affaires familiales ont peu de temps, et manquent de formation et de spécialisation pour distinguer (au-delà des similarités apparentes) la notion de «violence » conjugale de celle de «conflit» conjugal. Cela sera encore pire avec un notaire pas du tout au fait ces violences ! La déjudiciarisation des séparations, qui pourrait fonctionner dans une société égalitaire entre les femmes et les hommes, se rendra ici complice des agresseurs.

Le Ministère de la Justice n'a pas souhaité consulter les associations compétentes dont l'expertise de terrain est indéniable. S'il l'avait fait, il saurait qu'en cas de violences, les femmes qui parviennent à quitter leur conjoint souhaitent que la séparation se fasse le plus vite possible. Pour que la procédure aboutisse rapidement, elles sont souvent prêtes à brader leurs droits (leur sécurité, la prestation compensatoire, leur pension alimentaire, les modalités de résidence de l'enfant et des droits de visites et hébergement, le partage des biens).

Avec le divorce devant le notaire, qu'est-ce qui garantira un consentement libre et éclairé des parties et l'équité des conditions économiques de la séparation ? Les deux époux auront recours chacun à un avocat, mais qui peut prétendre que les femmes, qui gagnent 42 % de moins que leur conjoint quand elles sont en couple, pourront se payer des budgets « défense » à la hauteur de ceux des hommes ? Il serait par ailleurs important que les violences économiques commises dans le cadre familial soient inscrites en tant que violences à part entière dans nos textes de loi.

Les violences faites aux femmes et aux enfants doivent être traitées par des juridictions compétentes, dédiées. Ainsi le Haut conseil de la Famille préconise la mise en place d'un groupe de travail pour étudier la possibilité de mettre en place une juridiction spécialisée. Ces juridictions

spécialisées qui pourraient être régionales, auraient à la fois des compétences pénales et civiles. Nous appelons donc de nos vœux une réforme des juridictions, en concertation avec les associations féministes, qui permettrait de fixer des priorités d'action pour améliorer en justice la protection des femmes et des enfants, réprimer les violences perpétrées à leur encontre et toutes les conséquences au niveau civil qu'elles entraînent.

Nous dénonçons avec force cette loi dangereuse pour les femmes et les enfants. Nous demandons le retrait de l'amendement portant sur le divorce devant notaire, en particulier dans les situations de violences et appelons à ce que les députés s'y opposent lors du vote solennel du 24 mai.

Solidarité Femmes (FNSF), Osez le Féminisme! , SOS Les Mamans, Abandon de Famille - Tolérance zéro , Collectif National aux Droits de Femmes (CNUF)

10 - Contre l'impunité des agresseurs, ECVF revendique l'inéligibilité des élus condamnés pour violences

Nous, élu.e.s contre les violences faites aux femmes, saluons le courage d'Isabelle Attard, Elen Debost et Sandrine Rousseau, qui ont déposé une plainte contre Denis Baupin, et leur témoignons tout notre soutien. Cette affaire met en lumière une réalité dramatique : celle de l'ampleur des agressions sexuelles et du harcèlement sexuel, notamment dans la sphère professionnelle. 20 % des femmes ont ainsi été victimes de harcèlement sexuel au cours de leur vie professionnelle, soit une femme sur cinq. CES violences, extrêmement répandues, sont encore bien trop souvent banalisées par leurs auteurs et leur entourage : « main baladeuse », « propos grivois », « gauloiserie »... Et pourtant, s'il est encore besoin de le rappeler, ces actes relèvent le plus souvent du délit, voire du crime quand cela va jusqu'au viol. Cette banalisation des violences sexuelles va de pair avec l'impunité des agresseurs, et ce notamment parce qu'ils sont en situation de pouvoir par rapport aux victimes. C'est pourquoi ECVF revendique depuis de nombreuses années l'inéligibilité des élus condamnés pour violences faites aux femmes. Afin que cesse l'impunité des agresseurs et que les élus de la République, qui ont une mission d'exemplarité, soient réellement exemplaires. Eva SAS, Présidente de l'association et députée de l'Essonne, se saisira ainsi de la discussion autour du projet de loi Égalité et Citoyenneté pour porter haut cette revendication de l'association.

11 - "Elle" fait bander les critiques ; il est à gerber - Delphine Aslan - Co-porte-parole et cofondatrice de FièrEs

"Elle" de Paul Verhoeven, sorti à Cannes et sur nos écrans cette semaine, explose les scores du box-office, bénéficie d'un plan com' bien rôdé et d'une déferlante de critiques dithyrambiques. Le secret du succès ? Surfer sur la vague malheureusement bien connue de la culture du viol.

Il est génial ce film, il permet aux journalistes pourfendeurs de la bien-pensance de dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas : les femmes, au fond, elles aiment quand on les force. Ça les fait mouiller, ça les fait jouir, voire même, il n'y a que ça qui les excite : quand les hommes les frappent, les mettent à terre, les empêchent de se débattre, les insultent et jouissent en 3 secondes avant de repartir vaquer à leurs occupations. Ça, c'est le fantasme des femmes. Et heureusement que quelques cinéastes courageux et révolutionnaires osent le montrer. Y'en a marre de cette dictature du consentement et du plaisir féminin, franchement !

Dans une société patriarcale où la plupart des discours sont produits et relayés par les hommes, même les femmes ont fini par croire qu'elles fantasmaient sur les violences dont elles sont victimes. Le patriarcat reste un système malin, sournois, et encore très performant, qui permet à la misogynie la plus crasse d'être intériorisée par les femmes. Mais malgré ce qu'ils essaient de nous faire croire, le viol est d'abord le fantasme de ces hommes qui écrivent et qui filment.

Alors "Elle", film "jouissif", "subversif", "jubilatoire" ? "Thriller érotique" (*20minutes.fr*) à propos d'une "violente agression" (joli euphémisme de *L'Express*) ? Plutôt une apologie du viol comme on en a rarement vue, en mode "voilà ce qu'attendent toutes les quinquas sexy dans leurs maisons

bourgeoises". Non seulement elle aime ça, mais elle en redemande, elle entre dans une relation presque affective (carrément !) avec son violeur qui est un chic type "à l'âme torturée" et dont l'épouse remerciera l'héroïne de lui avoir donné ce dont il avait besoin ! [Attention, on vous spolie et on s'en cogne]

Afin de nous faire un avis éclairé, nous avons vu "Elle". Deux longues heures devant un film sans âme, un film qui se donne des airs de film profond, un film qui assume son sexisme, un film qui légitime la culture du viol. Cette légitimation ne passe pas uniquement par le traitement des viols de l'héroïne et de sa relation à son violeur. Elle passe aussi par le traitement de la violence dans le jeu vidéo. L'entreprise de jeux vidéo que dirige Michèle, l'héroïne, travaille sur un jeu où les personnages féminins doivent être tués en se faisant violer jusqu'à l'orgasme [1]. Notons d'ailleurs que Michèle est la première à insister pour que l'on donne aux "joueurs ce qu'ils veulent". Utiliser une femme pour légitimer du sexisme, ça n'a rien d'innovant. On a un scoop pour vous : c'est un des avatars de la société patriarcale de dresser les femmes les unes contre les autres et de les faire participer au maintien de leur propre domination.

Dans le prolongement de ce constat, toutes les relations entre les femmes dans ce film (avec la mère, la meilleure amie, la belle-fille, la nouvelle compagne de son ex-mari) sont des relations conflictuelles et/ou de violente rivalité. Les femmes n'existent que par rapport aux hommes, à tous les niveaux. Elles n'ont pas d'existence en dehors d'eux. "Elle", malgré son titre, ne passe pas le Test de Bechdel.

Le pire c'est peut-être certaines critiques qui vont jusqu'à qualifier cette apologie du viol de "thriller féministe". Oui, le personnage joué par Isabelle Huppert est une cheffe d'entreprise. Elle dirige une équipe entièrement masculine qui remet sans cesse en question ses compétences et la harcèle sexuellement. Mais au lieu de se montrer critique envers cela, le film érotise ce harcèlement. On est censé.e aimer la voir se faire humilier. Le "pouvoir" qu'elle détient est un vol, qu'elle doit payer au prix fort. En résumé, l'une des morales du film est : on va montrer qui est le patron à cette castratrice... Merci Verhoeven de remettre les femmes à leur place.

Vous voulez savoir ce qu'est un thriller féministe ? Ce serait un film où l'héroïne poursuit son violeur, le retrouve, découvre qui il est, l'émascule, le défigure, le fait enfermer ou se venge d'une manière ou d'une autre. Vous savez pourquoi ? Peut-être parce que les femmes victimes de viol ne sont pas comme les imaginent Mr Verhoeven, Mr Djian (dont l'œuvre ici adaptée à l'écran s'intitule "Oh...", ça ne s'invente pas) et tous les critiques qui s'engouffrent dans leur sillage.

Des enquêtes le montrent : chaque fois qu'une femme dit qu'elle a été violée, on lui demande comment elle était habillée, si elle n'a pas envoyé des signaux contradictoires, si ce n'est pas un peu elle, la fautive, la provocatrice... et ce genre de films alimente le cliché [3]. N'ayons pas peur des mots et réaffirmons-le : ce film fait clairement l'apologie du viol en suggérant que la victime désire et provoque ce qu'elle subit.

Faut-il le rappeler ? On dirait bien que oui : le viol, ce n'est pas du sexe, c'est une violence et un crime. Un crime qui touche 84 000 victimes chaque année en France. On a parfois l'impression de n'avoir pas vu le même film que les critiques : ce qu'on a projeté, à Cannes, ne serait-ce pas plutôt un film sur des rapports SM consentis ? Non, c'est tout sauf un film sur la culture sado-masochiste, dans laquelle les désirs et plaisirs des partenaires sont centraux, où la relation de confiance et le consentement sont primordiaux... Et pourtant, morceaux choisis : "Un hommage aux femmes dans lequel l'effroi voisine avec une sorte d'absurdité. (...) Elle s'engage plus tard dans une relation sado-maso des plus glauques avec son voisin d'en face." (Télérama) ; Prix spécial aux critiques de *20minutes.fr* pour cette remarque décomplexée : "La scène à retenir : Les différentes agressions dont est victime Isabelle Huppert la laissent au sol à moitié nue. Et montrent à quel point le temps n'a pas de prises sur notre meilleure actrice nationale." Ben oui tu vois, une meuf qui se fait violer, y'a qu'à espérer qu'elle soit un peu dénudée pour qu'on puisse mater.

Vous, peut-être pas, mais nous, quand on voit une meuf qui se fait violer au cinéma, on a envie de l'aider, pas de regarder ses seins. Mais les critiques semblent tous s'identifier au violeur, et non à la victime. C'est peu dire que la volonté du réalisateur d'érotiser le viol semble avoir fonctionné ! C'est peut-être ça aussi, un des problèmes du cinéma français : ses critiques. Hermétiques au concept apparemment abstrait de consentement mutuel dans les relations sexuelles, ils préfèrent voir une fumeuse célébration de l'amoralité et de la transgression quand ils assistent à des scènes de viols à répétition.

Alors tu sais, Paul, les critiques t'encensent mais les féministes ont un message pour toi aujourd'hui : tu nous débectes toi et ton film. Nos désirs sont les nôtres. Nos corps et nos plaisirs nous appartiennent. Et la prochaine fois, on te conseille plutôt de faire un film sur un sujet que tu maîtrises : les désirs d'un type qui pense qu'une moitié de l'humanité a uniquement été créée pour le plaisir de l'autre.

Cette tribune a été rédigée collectivement par les militantEs de FièrEs.

[1] Nous vous renvoyons à un [article](#) très intéressant sur le sexisme dans le jeu vidéo. [2] Test qui vise à démontrer à quel point certains films, livres et autres œuvres scénarisées sont centrés sur le genre masculin des personnages. [3] Voir enquête IPSOS réalisée via Internet du 25 novembre au 2 décembre 2015, auprès d'un échantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Du clito et des résistances - Sur newsletter@lesnouvellesnews.fr

Malgré le désormais célèbre « T'as du clito » claironné au Festival de Cannes et ailleurs, les gardiens du temple macho tiennent bon. Atavisme ou tendance lourde ? Sont-ce les derniers soubresauts du taureau sexiste avant la mort, des épiphénomènes dans un monde qui bouge ? Ou bien un ordre des choses qui ne veut décidément pas évoluer ?

Au festival de Cannes, Houda Benyamina, la réalisatrice du film *Divines*, a fait sensation en recevant la Caméra d'or. « T'as du clito », a-t-elle lancé en appelant aussi à voir plus de femmes pour faire la sélection des films à Cannes mais aussi partout ailleurs : « il faut des femmes, des femmes, des femmes ! ». Plus de femmes au pouvoir pour faire bouger les lignes. Plus de femmes derrière la caméra pour donner à voir un monde moderne dépouillé des modèles traditionnels. Un cinéma qui passerait haut-la-main le test de Bechdel en ne réduisant pas les femmes à une fonction décorative, en montrant des femmes qui parlent entre elles d'autre chose que d'hommes. On en est très loin, chaque nouveau festival le rappelle (*Voir : Festival de Cannes : toujours pas de sursaut pour les réalisatrices*). Même si l'enthousiasme de la réalisatrice de *Divines* donne une lueur d'espoir.

Mais la même semaine dans la publicité, puissant agent constructeur d'imaginaire collectif, patatras ! Dim qui émancipait les femmes depuis 50 ans avec son tonique « dou doud dou di dou da » donne dans le sexisme crasse. Un romancier d'âge mûr, Frédéric Beigbeder, patron du magazine *Lui* est perturbé par une très jeune fille en sous-vêtements qui « se fout de la littérature bien plus que de sa première culotte », comme l'écrit Camille Laurens dans cet excellent billet publié par Libération. Libération où officie toujours Luc Le Vaillant qui a lui aussi joué les gardiens du temple macho dans sa «complainte du mâle aimé», rageant, à propos de l'affaire Baupin, contre ce qu'il appelle «la police des mœurs». L'éditorialiste est constant dans son discours, sa complainte vient rappeler qu'avant que les femmes accèdent à la prise de parole, c'était ce point de vue macho qui primait. Les hommes tenant la plume, la parole, donc le pouvoir, pouvaient allègrement faire passer des vessies pour des lanternes, du harcèlement sexuel pour un aimable amusement et des inégalités flagrantes pour des peccadilles en voie d'amélioration.

Cette époque n'est pas révolue. L'entre-soi masculin se pratique encore sans complexe. Notamment au Paris Air Forum qui compte 50 hommes sur 50 intervenants (*Voir : Avec des ailes, et sans elles*). Et c'est le journal La Tribune qui organise. Un journal qui se flatte d'organiser aussi des Women's

Awards, une cérémonie ghetto, alibi à l'absence de femmes ailleurs. Et que dire cet énième article sur les plus belles femmes de joueurs de foot, signe extérieur de richesse...

« Avoir du clito » partout... pas encore gagné.

12 - Remettre en cause les droits de l'homme » pour faire de l'égalité des sexes une réalité - Eiane Viennot

La liste des scandales qui éclaboussent la classe politique française depuis quelques décennies à propos de son sexisme n'en finit plus de s'allonger. Si les stratégies et ripostes élaborées jusqu'à présent sont bienvenues, il est peu probable que nous puissions véritablement progresser sans questionner la culture qui autorise ces comportements : celle des "droits de l'homme". Une expression que les élites françaises tiennent mordicus à conserver, alors que la plupart des pays y compris francophones l'ont désormais abandonnée au profit des "droits humains". La formule adoptée en France en 1789 a en effet coexisté avec plus de deux siècles d'inégalité juridique entre les femmes et les hommes : jusqu'en 1944 pour les droits civiques, jusqu'en 2013 pour les droits civils. Et elle coexiste aujourd'hui avec le maintien d'inégalités de toutes sortes. Être nettement mieux payés, être les seuls ou presque à détenir l'autorité, être exemptés ou presque des corvées domestiques, pouvoir faire taire ses égales en lançant des grossièretés, imposer sa sexualité, voilà donc aussi en quoi consistent les "droits de l'homme" dont notre pays se prétend "la patrie".

De fait, ces expressions sont à prendre au sens propre - comme nous le faisons tous et toutes inconsciemment, en vertu de la langue française et en dépit du catéchisme républicain. En 1789, date de proclamation de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et de la prétendue abolition des privilèges, il y avait déjà quelques siècles que la France caracolait en tête des nations luttant contre la "gynécocratie". Non contents d'avoir mis au point la "loi salique", disposition empêchant les filles de roi d'accéder au trône, les partisans de la suprématie masculine étaient montés au front à chaque entrée en scène d'une régente, en visant bien au-delà de la sphère politique : "Si le droit naturel est violé en la gynécocratie, encore plus est le droit civil et le droit des gens, qui veulent que la femme suive le mari", écrivait ainsi Jean Bodin dans sa République (1576), au nez de Catherine de Médicis. L'âge des Lumières avait tranquillement reconduit le mythe national (il n'y a guère que Voltaire qui s'en soit moqué). Mais surtout, il avait fourni pléthore de textes justifiant la sujétion féminine : "Les hommes, par la prérogative de leur sexe et par la force de leur tempérament, sont naturellement capables de toutes sortes d'emplois et d'engagements ; au lieu que les femmes, à cause de la fragilité de leur sexe et de leur délicatesse naturelle, sont exclues de plusieurs fonctions, et incapables de certains engagements", disait par exemple l'article Femme de L'Encyclopédie, ouvrage massivement diffusé depuis le milieu du XVIII^e siècle. Et ce temps avait aussi promu l'expression l'homme, là où les époques précédentes disaient les hommes (pour parler du sexe masculin), et (pour parler de tout le monde) les gens, voire les gens de tout âge et de tout sexe.

D'où la présence du mot dans la Déclaration, là où aucun équivalent n'apparaît dans les textes américains dont on dit que les révolutionnaires français se seraient inspirés. D'où le vote des premiers articles de constitution, en octobre 1789, stipulant que « la Couronne est héréditaire dans la race régnante, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle et absolue des femmes et de leur descendance ». Et d'où la colère des femmes, dès la fin de cette même année, lorsque les premières lois électorales adoptées par l'Assemblée les excluent du droit de vote - que certaines d'entre elles possédaient sous l'Ancien Régime. « Remettons les hommes dans leur chemin, et ne souffrons pas qu'avec leurs systèmes d'égalité et de liberté, avec leurs Déclarations de droits, ils nous laissent dans l'état d'infériorité - disons vrai, d'esclavage - dans lequel ils nous retiennent depuis si longtemps », écrit ainsi l'une d'elles dans le manifeste du journal qu'elle veut fonder. Et d'où la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne

qu'Olympe de Gouges rédige à l'automne 1791, à quelques jours de l'adoption de la première constitution (qui devait afficher celle de "l'homme" en préambule), texte qu'elle présente logiquement comme "à décréter par l'Assemblée nationale dans ses dernières séances ou dans celle de la prochaine législature." Au printemps 1792, lorsque les "hommes de couleur libres" se voient accorder la citoyenneté - après tant d'autres anciens exclus -, les féministes s'étranglent. « Serons-nous donc les seules pour qui existera toujours l'âge de fer ? », s'exaspèrent les signataires d'une Requête des dames à l'Assemblée nationale. Qui vont jusqu'à proposer un projet de décret destiné à « réformer le plus grand, le plus universel des abus ». Mais « ce n'est pas aux femmes à provoquer un décret, parce que la retenue de leur sexe leur interdit toute démarche à cet égard. Une épouse malheureuse meurt à son poste plutôt que de le quitter un seul instant pour se plaindre », écrit le patron des Révolutions de Paris, qui ne fait que retranscrire l'opinion de l'écrasante majorité des députés.

Qui d'entre nous a entendu parler de ces protestations ? De ces justifications ? Qui s'est vu invité à réfléchir aux propos de Rousseau sur « le sexe qui devrait obéir » ? À ceux de Montesquieu sur la Nature qui a si judicieusement « placé dans l'un la témérité, dans l'autre la honte » ? Qui nous a expliqué que la règle du masculin qui "l'emporte sur le féminin" est contemporaine des attaques contre les Précieuses ridicules ? Qui sait que des centaines de philosophes, d'écrivains, d'artistes, de politiciens ont justifié l'ordre masculin jusqu'au milieu du XXe siècle - hommes dont les noms s'étalent dans nos manuels, quand ceux des femmes y sont si rares ?

Ce n'est pas d'un bavardage sur *La force du sexe faible*, navrant axiome dont Michel Onfray vient d'intituler un petit ouvrage ni fait ni à faire rassemblant cinq notices sur des femmes connues, deux séries d'imprécations contre Robespierre et un bouquet d'éloges de Proudhon (misogyne notoire !), le tout modestement sous-titré *Une contre-histoire de la Révolution*, dont nous avons besoin aujourd'hui. C'est bien toute une culture, oui, qu'il faut remettre en cause, si nous ne voulons pas que les mesures visant l'égalité soient constamment battues en brèche par les "droits de l'homme"... à passer toujours en premier.

Et la modernité fut masculine. La France, les femmes et le pouvoir, 1789-1804, d'Éliane VIENNOT aux Éditions Perrin, en librairie depuis le 28 avril.

13 - Fêtes des mères Pour l'égalité femmes-hommes, on repassera - Zéromacho

Je pensais lui offrir une centrale vapeur. Elle a dit : « NON ! Le meilleur cadeau, c'est l'égalité ! » Et si elle avait raison... ?

Nous, hommes, passons beaucoup moins de temps aux tâches ménagères et parentales que les femmes. Avec une répartition traditionnelle : tondre le gazon pour nous, récuser les toilettes pour elles. La situation évolue, certes, mais très lentement. Cette « double journée » des femmes - travail professionnel + travail gratuit à la maison - n'est qu'un exemple des injustices à notre bénéfice parmi bien d'autres : salaires, emplois ou représentation politique. Nous, hommes, avons en moyenne un salaire supérieur de 27 % à celui des femmes.

Les tâches ménagères et parentales ne sont liées ni aux gènes ni à la nature, elles résultent de l'éducation et des habitudes culturelles. Nous aussi, nous pouvons repasser, nettoyer la poubelle, nourrir un-e enfant ou lui apprendre à coudre. Pour dire NON à la violence machiste et aux discriminations, nous, hommes Zéromachos, empoignons aujourd'hui symboliquement un fer à repasser et disons OUI à l'égalité, OUI au partage.

Rejoignez-nous ! Ensemble, refusons d'être des machos ! Regardons les piles de linge que nous aurons repassées en nous disant : « Un petit tas pour l'homme, un grand pas pour l'humanité ».

14 - Loi Travail : toutes concernées, toutes mobilisées ! - Solidaires et Égales - Journal de la commission Femmes de Solidaires

La philosophie de la loi Travail repose sur l'inversion de la hiérarchie des normes, inversion qui fera primer les accords d'entreprises sur les accords de branches ou sur la loi.

Lorsqu'on regarde les secteurs où les femmes sont concentrées, on se rend compte que dans une majorité de ces secteurs, les conditions de travail sont très difficiles (nettoyage, services, commerces...) et que ce sont également des lieux où le syndicalisme est peu implanté. Autrement dit, cette inversion de la hiérarchie des normes viendra fragiliser ou imposer encore plus des reculs sociaux avec des accords au rabais.

Autre élément impliquant cette inversion de la hiérarchie des normes : l'égalité professionnelle. Inscrite dans la loi, imposée par cette dernière aux patrons (mais parfois aussi aux syndicalistes !) il va sans dire qu'elle sera d'autant plus compliquée à faire valoir dans les entreprises avec cette nouvelle loi. Déjà la loi Rebsamen avait noyé le Rapport de Situation Comparée dans un autre document, outil pourtant indispensable pour décrypter les inégalités afin d'agir !

Autre facteur d'inégalité, la flexibilité. En attaquant le temps de travail, on touche à un élément fondamental pour les femmes car elles ont toujours plus en charge du travail domestique. Et cela pèse sur le quotidien, quand il faut s'organiser entre le boulot, la gestion des enfants, la gestion de la maison... Aussi, avec cette loi qui veut augmenter la durée maximum hebdomadaire du travail, aggraver la modulation du temps de travail, réduire les délais de prévenance pour les horaires etc., on voit tout de suite quelles vont être les conséquences désastreuses pour les salariées.

D'autres mesures sont inacceptables : toucher à la durée et à la modalité des congés, les faire dépendre de l'entreprise où l'on travaille participe à un dumping social d'un autre siècle ! Faciliter les licenciements pour toutes celles (et tous ceux) qui ne pourront pas s'adapter à la rentabilité voulue par l'entreprise, est encore un des éléments pénalisant les femmes.

Alors oui, nous sommes en tant que femmes salariées, du public et du privé, toutes concernées par cette loi. Car elle met en cause nos progrès pour l'égalité, notre avenir.

Les prochaines étapes de la mobilisation contre cette loi sont déterminantes. La votation à organiser dans nos services tout le mois de juin. Et la manifestation nationale à Paris, le 14 juin prochain. Pour nous montrer déterminées à lutter contre cette régression sociale. En tant que travailleuses et en tant que femmes.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

15 - Colloque "Traite des êtres humains : De la sortie à l'insertion, barrières et leviers » -
Amicale du Nid et Gender Alternatives - 3 juin

Ce colloque s'inscrit dans le prolongement du séminaire du 25 et 26 Septembre 2015 à Plovdiv, en Bulgarie, intitulé « Aider les victimes de traite à accéder à leurs droits, regards croisés français et bulgares »

Gender Alternatives est une association bulgare d'avocats, psychologues et travailleurs sociaux, impliqués dans la mise en œuvre de projets de protection et d'empowerment des femmes. L'Amicale du Nid est une association française de travail social qui accompagne des personnes en situation de prostitution, dont une grande majorité de victimes de traite.

Dans le cadre de la politique européenne de lutte contre la traite, les deux associations ont décidé de mener ensemble un projet de recherche-action pour recueillir les paroles des victimes, construire des outils de compréhension pour améliorer les pratiques d'accompagnement vers la sortie de l'exploitation sexuelle vers l'insertion.

L'objectif de ce colloque est de partager les constats de terrain et l'analyse issue de l'expérience avec les autres associations, les acteurs institutionnels, les professionnels et le grand public afin de mieux permettre aux personnes victimes d'échapper à la traite et d'accéder à leurs droits.

Le programme de colloque se décompose en deux demi-journées :

Le matin aura pour but une meilleure compréhension des parcours des personnes, et des systèmes de domination qui entretiennent les situations d'exploitation.

L'après-midi nous parlerons de l'accompagnement spécialisé, des difficultés d'accès aux droits et des leviers qui peuvent être mobilisés, et des représentants institutionnels interviendront sur les politiques à l'œuvre en termes de protection et soutien des victimes. Nous chercherons ensemble des pistes d'actions pour permettre aux victimes d'accéder effectivement à leurs droits fondamentaux.

Lieu : Maison des Associations de Solidarité - 10 rue des terres au curé - 75013 Paris

Le nombre de places étant limité, les inscriptions sont obligatoires.

16 - Film : « Rien n'oblige à répéter l'histoire » - réalisateur Stéphane Gérard - 9 juin - Avec Well Well Well

Les émeutes de Stonewall, symbole de la libération homosexuelle, ont eu lieu dans le New York de 1969. En 2012, quarante-trois ans plus tard, « Rien n'oblige à répéter l'histoire » s'intéresse aux spécificités de la communauté née de cet événement et tente de comprendre comment celle-ci parvient à transmettre et faire perdurer le vaste projet de transformation à l'origine de ce mouvement. Sept conversations abordant les politiques des minorités sexuelles et les luttes contre l'épidémie de sida se rencontrent pour proposer leurs analyses, raconter leurs tentatives et réunir leurs idéaux. Partageant un criant désir de justice et s'inscrivant dans les domaines des archives, de la vidéo, du militantisme ou de la création d'espaces communautaires, leurs projets traversent les époques : ils ont retenu les leçons du passé et portent vers l'avenir un regard utopique.

La séance sera suivie d'un débat avec le réalisateur.

Cinéma Luminor Hotel de Ville le 9 juin, 20h

17 - L'Euro pas sur notre dos !

Le 10 Juin 2010, l'Euro 2016 va démarrer à Saint-Denis ... Si l'Euro 2016, c'est 1,7 milliard d'euros de dépense net, soit ce que représente la construction de dizaine de milliers de logements, qui permettraient de loger les 26 000 demandeurs-euses de logements sociaux...

Si l'Euro 2016, c'est des habitant-es du 48 rue du Corbillon, sans relogement depuis l'assaut du Raid du 18 novembre 2015, expulsé-es de leurs hébergements sociaux ainsi que des milliers d'autres personnes dans le secteur de Saint-Denis. Pour quelles raisons ? Parce que les hôtels sont réservés pour le public de la Coupe d'Europe...

Si l'Euro 2016, ce n'est pas une "fête populaire", mais la construction d'un "mur" pour séparer physiquement les supporters de la population dionysienne ou encore un parc de la Légion d'honneur dénaturé et confisqué aux habitant-es pendant la durée de l'événement...

Si l'Euro 2016, c'est l'exclusion des plus pauvres des logements du centre-ville avec la rénovation quartier gare et porte de Paris...

Si l'Euro 2016, c'est une cinquantaine de caméras de vidéosurveillance installées dans le centre, qui n'assureront pas la sécurité mais bien la surveillance des habitant--s... Si c'est l'arrivée de milliers de policiers et de police privée dans la ville avec les conséquences que l'on connaît : contrôle au faciès, arrestations arbitraires, tensions, limitation des déplacements...

Si l'Euro 2016, c'est le risque pour les femmes de se faire harceler dans la rue, dans les transports, agresser et violenter comme ça à toujours été le cas dans ces grands événements (Coupes du monde de football, fête de Bayonne, festival Rock de Stockholm...). Si c'est la concentration de milliers d'hommes dans la fan zone du parc de la légion d'honneur et toute la pression que cela représente pour les femmes autour...

Si l'Euro 2016, c'est des profits seulement pour les sponsors (Coca-Cola, McDDo, Turkish Airlines, Adidas, Kronembourg) et presque aucune embauche d'habitant-e-s de la ville alors pour nous

c'est NON ! L'Euro pas sur notre dos ! Résistons, rassemblons-nous !

Vendredi 10 juin à 18h, Place de la Résistance à Saint Denis (Métro Porte de Paris)

18 - Foot For Freedom, l'EURO solidaire - Une semaine d'actions pour se mobiliser autour des réfugié.es LGBT - Les Dégommeuses

Du 3 au 10 juin 2016, juste avant l'Euro 2016, Les Dégommeuses organiseront Foot For Freedom, une semaine d'actions visant à sensibiliser le grand public sur les trajectoires et la condition des réfugié.es LGBT. Ces exilé.es, qui ont quitté leur pays parce qu'ils/elles ont été persécuté.s en raison de leur orientation sexuelle ou identité de genre, éprouvent souvent de grandes difficultés à faire reconnaître la réalité des violences et de l'ostracisation subies et, par conséquent, à obtenir des papiers. Ils et elles sont en outre régulièrement victimes de discrimination dans leur pays d'accueil, en tant que personnes migrantes et/ou en tant que personnes LGBT.

"Foot For Freedom : l'EURO solidaire" sera l'occasion d'inviter à Paris une délégation de 11 personnes ayant trouvé refuge en Europe, afin de jouer au foot mais aussi de participer à d'autres activités culturelles et militantes permettant de visibiliser et discuter de ces enjeux. La délégation sera composée de lesbiennes, trans et gays résidant aujourd'hui en Italie, Allemagne ou en Suède et originaires de pays aussi différents que la Lybie, l'Ouganda, l'Arménie, le Malawi ou encore l'Azerbaïdjan, où l'homosexualité et les transgressions des genre restent pénalisés - voire criminalisés.

La semaine d'actions, soutenue par la Mairie de Paris et le réseau FARE (Football Against Racism in Europe), est menée en partenariat avec l'ARDHIS et le Réseau Les Lesbiennes dépassent les frontières. Elle est marrainée par Jacqueline Kasha Nabagesera, activiste ougandaise ayant reçu le "Right Livelihood award" (Prix Nobel alternatif) en 2015.

Programme de la semaine d'actions

1 - Sport : Le tournoi de foot, qui se jouera en mixité filles/garçons, se tiendra au stade Maryse Hilsz dans le 20ème arrondissement de Paris le dimanche 5 juin de 10h à 17h30. Les douze équipes engagées dans le tournoi représenteront des clubs sportifs locaux, mais aussi des collectifs

Contact: lesdegommeuses@gmail.com

2- Culture et débats : Le lundi 6 juin, au Cinéma Luminor (4ème arrondissement) seront présentés des documentaires autour de la question de l'accueil des réfugié-es (notamment LGBT mais pas uniquement). La projection, en partenariat avec le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir, sera suivie d'un débat.

Au programme également, une exposition photos sur l'homosexualité en République Démocratique du Congo. Le vernissage de la série Lolendo du photographe et activiste Régis Samba-Kounzi se tiendra le 9 juin. Deux débats seront proposés : l'un avec des jeunes des quartiers populaires sur le thème de l'homophobie et de l'exil; le second avec différents acteurs associatifs sur le sport en tant que levier pour favoriser l'accueil, l'émancipation et l'intégration des réfugié-es.

3 - Renforcement des capacités: tech et media training : La délégation participera à des ateliers "media training" (sur la prise de parole en public, l'utilisation des réseaux sociaux, etc.) et de travail collaboratif sur la mobilisation par le sport (réalisés en partenariat avec l'association berlinoise Discover Football). Par ailleurs, ses membres seront conviés à participer, le samedi 4 juin, à une journée "Tech WorkShop" chez Simplon, la fabrique sociale de codeurs à Montreuil. Construite en partenariat avec Lesbians Who Tech Paris, Tactical Tech de Berlin et Simplon, elle s'appuiera sur la "Sécurité Box" élaborée par Tactical Tech. Il s'agit d'un dispositif de formation spécialement créé pour les besoins des activistes LGBT d'Afrique et du Moyen Orient qui vise notamment à effacer les traces laissées sur un navigateur ou un moteur de recherche et à utiliser de manière sécurisée les sites de rencontre et les applications permettant d'échanger entre activistes.

Contact Presse : Veronica 0679379373 ; Marine 0662919179 ; Cécile 0607961800 ;

19 - À Toulouse, les femmes sont dans la place ! - 4 juin - Femmes du quartier Arnaud-Bernard et Bagdad

Comme la Brigade Des Mères de Nadia Remadna, à Paris, les femmes du quartier Arnaud-Bernard tiennent le rapport de force avec les hommes qui prétendent chasser les femmes de l'espace public ! Bagdad soutient cette action et vous donne rendez-vous place Arnaud-Bernard !

L'appel et le programme : Nouvelle inauguration de la place Arnaud Bernard ! Nous, citoyennes et citoyens, riveraines et riverains, habitantes et habitants de Toulouse, venons rappeler :

- Le droit des filles et des femmes à occuper et à circuler librement sur cette place et toutes les autres ;

- La primauté du droit français sur les normes, les traditions, les coutumes, les usages ;

- L'égalité totale entre les filles et les garçons, entre les femmes et les hommes.

Nous n'avons pas à élaborer des stratégies de contournement pour nous promener, faire nos achats ou rentrer chez nous.

Nous n'avons pas à renoncer à nous asseoir à une terrasse pour boire un café, un thé ou une bière.

Nous sommes la moitié de l'humanité. Nous sommes libres, autonomes, visibles.

Le 4 juin, de midi à 22 h, nous serons présentes ! Reconstitution d'une place dans la place qui donnera largement place aux femmes...

12h : inauguration de la place Arnaud-Bernard. Témoignages de femmes d'actions et de recherche (bâtisseuse, scientifique, artiste, etc.) alterneront avec animation artistique, musicale, poétique, et danses.

Quelques repères :

14h : Simone Alié-Daram, médecin chercheuse et poète ;

14h15 : Intervention self défense par Dan Bertrand ;

15h : Marion d'Allo Bernard, la conciergerie du quartier ;

15h-17h : atelier d'art graphique enfants par Archipel ;

16h : Présentation de l'ouvrage *8 femmes sur un plateau* de Marlène Coulomb-Gully, Nouveau Monde éditions.

17h-18h : Compagnie Amanita Muscaria avec Arte Popular

Textes, chants et musique orchestrés par le collectif *LibreDire* qui donne la parole à qui la demande... Rajel la "motsicienne", Mao l'improvisateur, Margo la conteuse, Perrine la slameuse, Elisa la musicienne, Gil et sa guitare, Philippe et son harmonica, et des surprises !

Auberge espagnole : Qui le souhaite apporte un mets à partager et/ou un guéridon pour le poser...

20 - Débat « Au nom de l'austérité en Europe » - Le Mage - Paris - 10 juin

Introduit et animé par : Rachel Silvera, économiste, Université Paris Ouest - Nanterre - La Défense et Co-directrice du Mage ; avec Maria Karamessini, économiste, Université Panteion de Sciences Sociales et Politiques, Athènes, Grèce ; Hélène Périvier, économiste, OFCE-PRESAGE, Sciences Po ; Manuela Poveda, sociologue, Université de Valence, Espagne

Pour la bonne organisation de ce débat, **merci de confirmer votre venue par retour de mél à mage.cnrs@shs.parisdescartes.fr (avant le lundi 6 juin)** ; L'entrée est libre, dans la limite des places disponibles

Vendredi 10 juin 2016, de 17h à 20h - Amphithéâtre Durkheim - escalier I - galerie Claude Bernard - 14 rue Cujas - 75005 Paris

21 - Conférence/Débat : « Emploi : le défi du handicap » - Paris - 11 juin - FDFA

En préambule de son Assemblée Générale annuelle, l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour

Agir - FDFA propose une conférence-débat sur l'emploi des femmes en situation de handicap. Travaillant depuis 2009 sur la question de l'emploi et du travail des femmes handicapées, FDFA poursuit ses réflexions sur cette question essentielle. Quelle réalité ? Quels freins ? Quels obstacles ? Comment construire un projet professionnel quand on est femme et en situation de handicap ?

Quand les femmes handicapées prennent leur destin en main et créent leur emploi : cette conférence-débat donnera la parole aux femmes handicapées entrepreneuses et créatrices d'emploi. Cette journée sera construite sur un échange d'expériences et un dialogue entre les différents parcours de vie professionnelle avec le poids du handicap.

Programme provisoire : Animation de la journée : Maria Litran

10h00 : Ouverture de la journée par Maudy Piot, présidente de FDFA et Stéphanie Seydoux, Cheffe du service des Droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes au Ministère des Affaires Sociales et de la Santé ;

10h30 : Table ronde « Emploi : le défi du handicap », avec Sylvie Kaczmarek, administratrice de FDFA ; Martine Vignau, syndicaliste ; Marie-Laure Souplet, créatrice d'entreprise ; Chiara Condi, présidente fondatrice de Led by Her ; Deza Nguembock, directrice générale d'une agence conseil en communication et une représentante de l'AGEFIPH (sous réserve) ;

Discussion avec la salle ; 12h00 - 14h00 : Pause déjeuner libre ;

14h00 : Table-ronde « L'emploi et moi » - témoignages et dialogues avec des femmes auto-entrepreneuses, des femmes en recherche d'emploi et des femmes en emploi. Avec Julie Boulanger ; Julie Fillon-Labbé ; Martine Maleval ; Albane Tisseau ; Juliette Cahen ; Salamata Dramé ; Rute Isabel Virgilio-Venancio ; Marlène Varnerin ; Animation de la table ronde : Florence Soriano-Gafiuk

Dialogue avec la salle : Conclusion

Lieu : *Fondation Del Duca, 10 rue Alfred de Vigny - Paris 8^{ème}* ; [Inscrivez-vous ici](#)

22 - Conférence : « Reconstruire le changement climatique à partir de la mémoire de la glace » - Paris - 18 juin

L'association ECEPIE et la Plateforme européenne des femmes scientifiques EPWS proposent un cycle de conférences sur les Réseaux des femmes scientifiques, de toutes disciplines. Thème de cette édition : "Reconstruire le changement climatique à partir de la mémoire de la glace".

Le mercredi 8 juin 2016, elles recevront Amaelle Landais, chargée de recherche au CNRS, qui donnera un passionnant aperçu du rôle de la glaciologie pour connaître et comprendre les changements climatiques subis et à subir par les femmes et les hommes,

Les glaces polaires sont des formidables archives du climat et de la composition de l'atmosphère. Elle montrera comment les analyses scientifiques ont permis de connaître la succession des glaciations et les périodes chaudes des derniers 800 000 ans, ainsi que l'ampleur et la brutalité des changements climatiques. Armelle Landais évoquera l'organisation des expéditions et l'avenir des grands projets.

L'accent sera mis à plusieurs occasions sur la place des femmes dans le cadre de la recherche sur le climat, dans celui des explorations et sur la perception qu'elles ont du changement climatique.

Pour y assister, inscrivez-vous [ici](#)

Mercredi 8 juin 2016 à 18h, Mairie de Paris, Maison des Associations du 6^{ème} arrondissement, 60 rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris

23 - Participer à la course des héro-s-ïnes - AVFT - 19 juin

L'Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail organise cette année un moment de solidarité alliant sport et convivialité ! Nous participons à la course des héro-s-ïnes

qui aura lieu le dimanche 19 juin au Parc Saint-Cloud à Paris. Les sommes récoltées permettront à des femmes victimes de violences sexuelles au travail de diligenter des procédures pour faire valoir leurs droits. Vous pouvez participer en abondant les cagnottes des coureuses-coureurs déjà inscrit.es (<http://www.alvarum.com/associationeuropeennecontrelesviolencesfaitesauxfemmesautravail> ou rejoindre les rangs des courageu-ses participant-es à la course.

Pour cela, il faudra vous inscrire sur la plate-forme Alvarum afin d'ouvrir une cagnotte, au bénéfice de l'AVFT, impliquant 15 euros de frais d'inscription. Les personnes souhaitant sponsoriser votre course pourront alors y verser leurs dons*. Le règlement de la course des héro-s-ines impose un montant minimal de cagnotte, ouvrant l'accès à la ligne de départ, de 250 euros**.

Récapitulatif des modalités de participation à la course :

1 - Sélectionnez à partir de ce lien : <http://www.coursedesheros.com/>, la course des héro-s-ines du 19 juin à Paris (il existe également une course des héro-s-ines organisée à Lyon) ;

2 - Choisissez l'AVFT parmi les associations participantes ;

3 - Inscrivez-vous en vous acquittant préalablement des 15 euros de frais d'inscription ;

4 - Collectez au moins 250 euros (pré requis fixé par les organisateurs de l'événement) pour obtenir votre dossard ; Le retrait des dossards est à 9 h.

L'AVFT vous nourrira et vous abreuvera après la ligne d'arrivée franchie ! (et les autres aussi !).

En marchant, en courant, sur 2, 6 ou 10 km, avançons ensemble avec la paix des femmes pour seul horizon.

D'expérience, nous savons que ce sont principalement les femmes (donc les moins riches), de surcroît victimes de violences (et donc encore moins riches), qui font preuve de solidarité financière pour d'autres femmes victimes. Message à l'attention de tous les autres : vos dons sont particulièrement les bienvenus !

*Dons déductibles d'impôt à hauteur de 66% (dans la limite des 20% du revenu annuel imposable).

*La somme des dons n'atteignant pas ce palier nous sera, en tout cas, reversée.

Contact : ca.avft@gmail.com

24 - Conférence débat - « Vieilles et alors ! » - Assemblée des Femmes - Paris - 15 juin

La question « Genre et vieillissement » est souvent occultée dans les débats, qu'il s'agisse d'échanges associatifs universitaires ou politiques, quand elle ne fait pas l'objet d'une catégorisation faussement globalisante : les « petites vieilles » sont classées comme femmes fragiles et dépendantes, leurs corps vieillissants ne sont plus objets de désir ou de plaisir.

Or, le vieillissement des femmes interroge d'abord la poursuite, voir le renforcement des inégalités entre femmes et hommes tant sur le plan économique que sur le plan de la répartition des tâches avec la question du « care » (soutien aux enfants et aux petits enfants, soin aux parents plus âgés...), ou encore au niveau des normes et représentations sur le corps et la sexualité. Pourtant, les femmes des générations « baby-boomers », loin des stéréotypes dominants et persistants, participent activement à la vie démocratique et politique. Outre le rôle déterminant qu'elles tiennent dans les soins familiaux et le bénévolat, elles sont actives dans de multiples secteurs de la vie sociale et citoyenne. Elles ont investi de nouveaux espaces publics et portent des engagements militants multiples dans un monde qu'elles rêvent encore de changer.

L'objectif de cette conférence est de débattre sans tabous du vieillissement des femmes et de questionner les représentations dominantes et stigmatisantes sur les femmes âgées, grâce à l'éclairage que nous en donnerons nos intervenantes. Quelle qualité d'avenir pour les femmes après l'âge de la retraite ?

Sont pressenties pour intervenir : Ingrid Volery, maître de conférence en sociologie à l'Université de Lorraine « Femmes et vieillissement, état des lieux, enjeux et perspectives » ; Michèle Delaunay, députée de Gironde, Ancienne ministre ; Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des personnes

âgées et de l'autonomie.

Mercredi 15 juin, de 18h30 à 20h30, Assemblée nationale, Salle 6^{ème} bureau, 126 rue de l'université. Se présenter à 18h; Les inscriptions sont obligatoires avant le vendredi 8 juin à claire.donzel@free.fr : nom, prénom, date et lieu de naissance.

25 - Colloque « Place des femmes » - Comité Laïcité République, Libres MarianneS et Ligue du Droit International des Femmes - En partenariat avec l'hebdomadaire "Marianne" - Paris - 18 juin
9h - Accueil ; 09h30 : Ouverture et introduction du colloque par Patrick Kessel, président du Comité Laïcité République ;

9h - 9h45 : Intervention de Gilles Claveur, délégué interministériel de Lutte contre le racisme et l'antisémitisme :

10h : Table ronde : « Droits des femmes, droits universels » : Souad Aïssa, militante associatives Femmes Solidaires, présidente Association pour la mixité, l'égalité et la laïcité en Algérie (AMEL) ; Horria Saihi, journaliste réalisatrice, auteur de « Voix sans voile » ; Sérénade Chafik, militante laïque et féministe, auteur de « Répudiation » ; Modérateur : Joseph Maxé-Scaron, directeur de la rédaction de Marianne :

11h15 : Table ronde : « Quelle place pour les femmes dans l'espace public ? » : Nadia Benmissi, enseignantes, porte-parole du Collectif des femmes sans voile d'Aubervilliers ; Naida Remadna, travailleuse sociale, fondatrice de la Brigade des mères ; Annie Sugier, présidente de la Ligue du Droit international des Femmes et vice-présidente La Clef ; modératrice Martine Gozlan, journaliste à Marianne ;

14h15 : Table ronde : « Fraude des mots et perversion de la Cité » Marika Bret, DRH et chroniqueuse de Charlie Hebdo, lauréate du prix national de la Laïcité 2007 ; Chahla Chafiq, sociologue écrivaine (Islam politique, sexe et genre) ; Nadia El Fani, réalisatrice de films (Laïcité Inch'Allah, Femen), lauréate du Prix international de la Laïcité 2011 ; Anne rosenchern directrice adjointe de la rédaction de Marianne ;

15h30 : Conclusions par Laure Caille, secrétaire générale de l'association Libres Mariannes ;

15h40 : Clôture par Laurence Rossignol.

Lieu : Palais Bourbon - salle Colbert, samedi 18 juin, 9h à 16h.

Il est impératif de s'inscrire en précisant vos date et lieu de naissance, au plus tard lundi 13 juin à secretaire-generale-clr@orange.fr. Aucune inscription ne pourra se faire passé ce délai.

26 - Cineffable fait un Tea Dance - Paris - 19 juin

Le 27^e festival, s'est déroulé du 29 octobre au 1^{er} novembre à l'Espace Reuilly sur la même durée que l'édition précédente. La sélection comportait 58 films provenant de 22 pays.

Malgré l'absence de week-end prolongé, le festival a accueilli 1419 adhérentes, soit une hausse de 14,3% par rapport à l'édition précédente. La part des adhésions à tarif réduit augmente en nombre et en proportion (31,1%) tandis que celle des adhésions de soutien diminue (-6%). Ceci s'explique probablement par un report sur la participation à la collecte "Le Pot Commun". Mais de nombreuses festivalières ont contribué au dispositif solidaire des "tickets suspendus", mis en place pour la deuxième année en vue de permettre l'accès aux projections à celles dont les moyens financiers sont limités.

*Dimanche 19 juin 2016 de 18h à 23h- Le Tango - 13 rue au Maire - Paris 3^e - M^o Arts et Métiers
Entrée : 6 Euros, 4 Euros (adhérentes Cineffable, n'oubliez pas votre carte 2015).*

27 - Conférence non-mixte de Jinéologie « La science de la femme » - Mouvement International Femmes Kurdes - Paris - 25 et 26 juin

Le Mouvement International des Femmes Kurdes organise une conférence non-mixte de Jinéologie, "La science de la femme" - Vous trouverez plus d'info sur la jinéologie dans une publication ultérieure.

Samedi 25 juin 2016 : 9h : Discours d'ouverture

9h15- 12h : Critique de la science positiviste : Lien entre le pouvoir et la science ; Lien entre la science et la liberté ; Lien entre la science et la femme ; Critique des sciences positivistes et perspectives intellectuelles, éthiques et politiques.

12h-14h : Pause déjeuner

14h- 17h : Qu'est-ce que la Jinéologie en tant que paradigme féminin ? : Projection de film ; Reconstruction du savoir et libre savoir ; Relations familiales/hommes-femmes et le dépassement des rôles traditionnels ; L'existence libre et égalitaire.

17h - 17h30 : Concert

Dimanche 26 juin 2016 :

9-12h : La Jinéologie, un paradigme féminin : Economie, industrialisme et écologie L'Education, la culture, l'esthétique et la beauté ; L'éclatement du pouvoir et de la hiérarchie ; Auto-défense.

Débat

12h-14h : Pause déjeuner.

14h - 16h : Les moyens mis en œuvre pour la construction de la Jinéologie et les mécanismes institutionnels : Les académies des femmes et les espaces de libres savoirs ; Les coopératives de femmes, les collectifs de femmes et les espaces de productions ; Espaces de construction des savoirs scientifiques et de soutien aux recherches.

16h15— 18h : Débat et conclusions.

18h- 18h30 : Concert.

La conférence étant réservée uniquement aux femmes, pour y participer, inscrivez vous en envoyant vos noms, prénoms, date de naissance et numéro de téléphone, par courriel à jineologi2016@hotmail.com

28 - Le LesboTruck revient ! - Paris - 2 juillet

Le LesboTruck c'est quoi ? Le seul char lesbien de la Marche des Fiertés LGBT du 2 juillet 2016 à Paris. Oui, le seul. Pour que ce projet se réalise, le collectif LesboTruck a besoin de votre aide sur la [collecte en ligne](#) : participez, chaque euro compte ! Le collectif a besoin de vous pour que le LesboTruck puisse voir le jour et assurer dans le bruit et la fureur la visibilité lesbienne à la Marche des Fiertés LGBT de Paris !

Pour contacter ou rejoindre l'équipe, poser des questions, proposer votre aide et vos gros ou petits bras : lesbotruck@gmail.com ; Retrouvez le teaser du Lesbotruck [ici](#) Lien de la collecte [ici](#)

CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ...

29 - Livre : Pluralisme dans les mouvements féministes contemporains - Coordonné par Ioana Cîrstocea et Isabelle Giraud

Les débats académiques sur la complexité des rapports de pouvoir, la diversité des féminismes et la pluralité des configurations institutionnelles de genre font partie de la réflexivité des acteurs des mouvements sociaux. Les recherches explorant cette réalité sont relativement peu nombreuses. Ces contributions reviennent notamment sur l'intersectionnalité politique et placent la question de l'imbrication des rapports de domination au cœur de leurs pratiques militantes.

L'Homme et la Société n°198

30 - Cinéma : « Autour de Maïr -Hejer Charf

Pendant longtemps, la littérature des femmes a été confinée au privé, au ménage, aux correspondances. L'on prétendait qu'elles ne savaient écrire que des lettres et tenir des journaux intimes. Cofondatrice et première directrice de l'Institut Simone de Beauvoir (Université Concordia, Montréal 1978-1983), Mair Verthuy a ouvert la voie pour que les écrits des femmes soient publiés, lus, enseignés, traduits.

Autour de Mair, accompagnées des chansons d'Anne Sylvestre, des féministes, des poètes, des professeuses, des écrivaines québécoises, françaises, disent le long et ardu chemin de l'écriture au féminin vers la reconnaissance.

Interviennent dans le documentaire, entre autres : Hélène Monette, qui vient de nous quitter, Madeleine Gagnon, Jeanne Hyvrard, Gloria Escomel, Liliane Kandel, Wassyla Tamzali, Benoîte Groult, Martine Delvaux qui évoque la mémoire de Nelly Arcan.

Lieu : Saint-André des Arts, du 8 juin au 22 juin, tous les jours à 13h sauf le mardi et les mardis 28 juin et 5 juillet à 13h.

31 - A la librairie Violette and Co

Vendredi 10 juin - 19h : Vernissage de l'exposition du collectif LA RAGE de sérigraphies d'affiches féministes contemporaines : La Rage c'est la rencontre en un lieu de multiples combats et graphismes féministes. L'affiche est un moyen de s'étaler, de se parler, de se montrer, de se retrouver. Nous le partageons, à travers une trentaine de sérigraphies d'affiches féministes contemporaines. Exposition nomade et boule de neige, elle a vocation à s'agrandir peu à peu pour parler de toutes les luttes, sur tous les continents sans exclusion. (exposition du mercredi 8 juin au samedi 30 juillet). A noter : le collectif sera présent à la librairie le vendredi 1er juillet de 18h30 à 20h pour réaliser des sérigraphies sur place.

Dimanche 12 juin de 15h - 18h30 : L'association " Les Ami-es de Violette and Co" vous invite à une brocante de livres féministes et LGBT à la librairie. Vous voulez vendre vos livres ou acheter des livres d'occasion ? Ne manquez pas cette brocante exceptionnelle ! Pour vendre vos livres, une participation est demandée à chaque vendeuse/vendeur : 5 euros pour les non-adhérent-es et 2 euros pour les adhérent-es. L'entrée est libre pour les personnes souhaitant acheter des livres. Sont autorisés à la vente les livres datant au moins d'un an, sur des thématiques féministes, LGBT, sur le genre ou les sexualités (romans, polars, sciences humaines...) mais également les DVD et badges sur ces thématiques. Information et inscription : lesami.esdeviolette@gmail.com

Mercredi 15 juin - 19h : Rencontre avec Alecia McKenzie pour la parution de son roman «*Trésor*» (Envolume), accompagnée de la chanteuse Denise King. Téméraire, butée, rebelle, Dulcinea Evers, jeune peintre coqueluche de New-York, vient de mourir. Mais qui était-elle vraiment ? Au lendemain de ses funérailles jamaïcaines, c'est sa meilleure amie Cheryl qui est chargée de ramener la moitié de ses cendres aux États-Unis. Détient-elle la clef de son histoire, empreinte de contradictions et d'ambiguïtés ? Tour à tour, ceux et celles qui ont traversé la vie de Dulci s'adressent à elle pour dessiner en creux le portrait d'une femme flamboyante... et résolument libre. C'est en même temps un roman ancré dans une Jamaïque loin des clichés. Alecia McKenzie, née à la Jamaïque, est l'auteure de cinq livres, dont deux ont remporté un Prix littéraire du Commonwealth. Diplômée de la Columbia University Graduate School of Journalism à New York, elle est également journaliste. *Trésor (Sweetheart)* est son premier roman traduit en français. Denise King est une chanteuse originaire de Philadelphie qui combine merveilleusement le répertoire jazz et soul. <http://www.violetteandco.com/librairie/spip.php?article909>

Vendredi 17 juin - 19h : A l'occasion de la réédition du livre de Colette Guillaumin - «*Sexe, race et pratique du pouvoir*» (iXe), rencontre avec Isabelle Claire et Sarah Garbagnolt, animée par Jules Falquet. Depuis longtemps épuisé, la réédition de ce livre d'articles publiés par Colette Guillaumin entre 1977 et 1993 est un événement. « Une idée centrale structure le travail de Colette

Guillaumin et unifie les articles présentés dans cet ouvrage, celle du lien inextricable entre les "formes matérielles" et les "formes mentales" que prennent les relations de domination (ces "deux faces de la même médaille"), lien entre la matérialité des rapports de pouvoir et la pensée de ceux-ci. Cette pensée, cette idéologie, celle du "sens commun" tout autant que celle des discours théoriques et scientifiques, exprime et justifie tout à la fois ces rapports. [...] Le concept d'appropriation est un élément essentiel apporté par Guillaumin à la théorie des rapports entre les sexes, où le corps même des individus dominées (et pas seulement leur travail) est l'objet de la mainmise, comme ce fut le cas dans le servage de l'Ancien Régime, l'esclavage de plantation, et dans ce que Guillaumin nomme, pour les femmes, le "sexage". » (Brigitte Lhomond, *Multitudes*, 1993)

Isabelle Clair est sociologue, chargée de recherche au CNRS, au sein du laboratoire Cresppa-GTM. Sara Garbagnoli est doctorante à l'Université de Paris 3, elle a co-dirigé *Non si nasce donna* un ouvrage consacré au féminisme matérialiste. Jules Falquet est maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Jussieu-Paris Diderot (Paris 7).

Librairie Violette and Co, 102 rue de Charonne, 75011 Paris, M° Charonne ou Faidherbe-Chaligny. Bus 46, 56, 76, 86. tél : 01 43 72 16 07 ; commandes en ligne : www.violetteandco.com/librairie/

32 - Radio : Programme de l'émission Femmes Libres

Mercredi 1er juin : Coups de cœur, coups de gueule : les femmes de la Maison des femmes de Montreuil analysent les médias avec un regard féministe ; La Coordination lesbienne en France (CLF) (avec la CADAC et le Corp) mènent un combat acharné contre la gestation pour autrui : comprendre les enjeux, se mobiliser.

Mercredi 8 juin : La tribune libre ; A confirmer : Ghislaine Tormos a écrit avec Francine Raymond « Le salaire de la vie. Notre travail coûte trop cher disent-ils », paru aux Éditions Don Quichotte : l'histoire emblématique de la lutte contre la fermeture de l'usine Peugeot à Aulnay sous Bois.

Mercredi 15 juin : La lectrice nous fera découvrir une ou deux nouvelles tirées du recueil de Galatée Kazantzaki, "Femmes de Grèce" (traduit du grec par Simone Taillefer, publié à compte de traducteur, 2013) ; *Femmes en scène* : Après une année sabbatique, Béa Tristan revient chanter à la librairie Publico le 18 juin. ; "Et si le ciel était vide", projet de film documentaire de Thissa d'Avila Bensalah

Mercredi 22 juin : Fatima Har, présidente de l'association Ailes femmes du Maroc (Association interculturelle pour la laïcité, l'égalité et la solidarité avec les femmes du Maroc) présente les actions de solidarité avec Wafa Charaf, notamment la journée du 14 mai.

Mercredi 29 juin : Le collectif Femmes sans voile d'Aubervilliers organise la journée mondiale des femmes sans voile du 10 juillet et Horria Saïhi a publié *Voix sans voile*, aux Editions Helvetius.

Mercredi 6 juillet : Coups de cœur, coups de gueule : les femmes de la Maison des femmes de Montreuil analysent les médias avec un regard féministe. ; Hélène Marquié a écrit « Non la danse n'est pas un truc de filles, Essai sur le genre en danse », paru aux Editions de l'attribut.

Mercredi 13 juillet : Interview de Vida, la fille de Federica Montseny et le documentaire « Federica l'indomptable

Mercredi 20 juillet : Programme non déterminé